

## L'Auvergne-Rhône-Alpes combat en solo

**Le Conseil régional estime être suffisamment outillé pour aider les entreprises face aux menaces cyber.**

**Stéphane Frachet**

— Correspondant à Lyon

A l'instar des transports ou de la sécurité, la région Auvergne-Rhône-Alpes nourrit un côté gironardin, méfiant à l'égard du pouvoir central. Même si Laurent Wauquiez n'est plus à sa tête, il reste conseiller spécial de l'exécutif régional. Son hostilité à l'égard des « décisions venues d'en haut » – comprenez venues de Paris et déconnectées du terrain – infuse parmi ses successeurs.

En matière d'accompagnement des entreprises, Stéphanie Pernod, vice-présidente LR au développement économique et au numérique, estime « que la région a suffisamment de dispositifs mis en œuvre avec les chambres consulaires pour répondre aux enjeux de cybersécurité ». Inutile de « doubler », précise-t-elle. Issus du plan France Relance en 2021, les Csirt territoriaux (Computer Security Incident Response Team) sont des centres de réponse aux cyberattaques pour les entreprises. Chaque région a déployé le sien, sauf Auvergne-Rhône-Alpes, qui ne le fera pas. « En fonction des demandes, nous sommes capables de faire évoluer nos appels d'offres, alors qu'un dispositif national n'a pas la même agilité », affirme Stéphanie Pernod. Cet été, un rapport de l'agence de développement économique de la région a opportunément insisté sur les forces du territoire : presque 400 entreprises y œuvrent dans le domaine de la cybersécurité, qui emploient 38.000 salariés. La moitié sont dans le bassin lyonnais, devant l'Isère.

« L'absence d'un centre de réponse est regrettable, parce que la

menace est plus prégnante pour les PMI déployées sur l'ensemble du territoire. En dessous de 50 salariés, elles n'ont pas de directions de services informatiques (DSI). Les dirigeants n'ont pas le temps de participer aux formations ni d'utiliser les outils financés par la région », alerte Pierre-Antoine Troubat, délégué général du cluster Adira, qui rappelle qu'Auvergne Rhône-Alpes est la première région industrielle de France.

« Il y a plus de failles dans une petite usine, à cause des multiples entrées en raison des machines connectées, que dans une entreprise de services par exemple qui n'a qu'un seul ERP [logiciel de gestion intégrée, NDLR] à contrôler », assure le délégué général de cette association privée de 500 membres, présidée par Laurence Lacombe, DSI du distributeur LDLC.

---

**Presque  
400 entreprises  
œuvrent dans  
le domaine de  
la cybersécurité.**

---

Derrière ce refus d'adhérer à une démarche nationale, il y a aussi une question de coût. La région supporte à bout de bras un campus du numérique à Charbonnières-les-Bains, près de Lyon, qui abritait autrefois le siège du Conseil régional. Elle vient de nouveau d'investir 20 millions d'euros dans un agrandissement. Ce campus mal desservi par les transports en commun héberge des écoles, dont une antenne de l'École centrale de Lyon, ainsi que l'École 42. Il dispose d'une usine miniature pour former les industriels. Ce campus numérique est aussi un label, qui regroupe 60 écoles et 150 formations dans les 12 départements de la région. ■